

Note pour le groupe ATTALI 15 avril 2015

## Programme ATTALI : se projeter en 2030

**(Il n'y a pas de vent favorable pour celui qui ne connaît pas son port. Sénèque)**

1 – Jacques Attali n'étant pas candidat, il a la chance d'être un Homme totalement libre. Il peut donc esquisser une vision à très long terme de la France de l'Europe et du Monde telle qu'on peut la souhaiter, afin de donner du sens à toutes les réformes qu'il proposera pour le prochain quinquennat. C'est la seule façon de publier un programme qui soit vraiment supérieur à ceux de l'UMP, de l'UDI, du Modem, du PS, de Nous citoyens, de Nouvelle Donne, du FN, du Front de Gauche etc.... **Ces programmes se résument trop souvent un chapelet de mesures que nul ne lit, faute d'une mise en perspective enthousiasmante.**

2 – L'exemple nous est donné par les grandes entreprises, qui fonctionnent toutes sur la base d'un plan à long terme, d'une plan à trois ans, et d'un plan annuel, qu'elles ajustent régulièrement. C'est la condition de la réussite. La politique doit s'y mettre.

3 – Au XXI<sup>ème</sup> siècle, le thème de la mondialisation doit être prioritaire dans ce programme présidentiel. La mondialisation concerne les importations, les exportations, les délocalisations voire la désindustrialisation, la remise en cause des conditions sociales dans la plupart des pays développés, et enfin l'environnement. **C'est donc bel et bien le quotidien de tous les citoyens du monde qui est impacté.**

4 - Il faut ajouter que la mondialisation, l'Europe et l'évolution des technologies sont intrinsèquement liées, que l'on ne peut analyser l'une sans les deux autres, car elles interagissent entre elles en permanence.

5 - **La gestion de la mondialisation se révèle aujourd'hui un échec collectif**, aux dires mêmes du Président fondateur du Forum Economique Mondial de Davos, Monsieur Klaus Schwab. (Voir en annexe 1, sa chronique publiée dans Les Echos du 20 janvier 2014)

6 – Un programmes présidentiel pour 2017 digne de ce nom **devra donc exposer comment on peut transformer cet échec en réussite.**

7 – Le Président de la République française a-t-il des leviers lui permettant d'agir pour réformer la mondialisation ? **La réponse c'est oui.** Il peut la provoquer et y participer. Voici à quelles conditions :

1. Il doit avoir une vision très claire de la mondialisation telle qu'elle est souhaitable à échéance de 2030 ou 2040 par exemple, et des grands principes qui doivent la régir. (Cela conduit à esquisser des scénarios puis à retenir le meilleur)
2. Il doit ensuite imaginer **l'évolution souhaitable de l'Europe**, et le rôle qu'elle doit jouer pour mettre en œuvre les évolutions attendues de la mondialisation.
3. Il doit enfin imaginer les grandes réformes (et leur calendrier) à mettre en œuvre, pour parvenir au résultat, le tout en prenant en compte les conséquences parallèles de l'évolution des technologies dans ce projet.
4. Ces réformes seront menées par la France, l'Europe, mais aussi par les instances dans lesquelles la France siège avec voix délibérative, comme par exemple le G7, le G8, le G20, l'ONU, l'Union Européenne, l'OCDE, la Banque mondiale, le FMI, la CNUCED, L'Organisation Mondiale du Travail (OIT), l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), l'Organisation des Nations Unie pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation Mondiale de la santé (OMS) etc.
5. Faut-il encore que la France sache impulser les politiques adéquates dans ces instances, et veille à assurer la cohérence de l'ensemble.

## ANNEXES

**ANNEXE 1 : « Votre mission sera de réorganiser le monde » de Klaus Schwab**

**ANNEXE 2 : Discrédit des gouvernants. Le Figaro 9 - 10 novembre 2002**

**ANNEXE 3 : prédictions de Robert Reich (mondialisation) et Jacques Attali (nouvelles technologies)**

**ANNEXE 4 : L'explosion du chômage mondial**

**ANNEXE 5 2015 : les dix défis identifiés à Davos**

## ANNEXE 1

**Avertissement du Comité Pauvreté et Politique.** Cet article est remarquable, mais infiniment dangereux. Tout au long de cette chronique, Klaus Schwab n'écrit pas une seule fois les mots «Chefs d'Etats» ou «responsables politiques» voire «peuples souverains». Le titre lui-même est éloquent. Pour Klaus Schwab, la réorganisation du Monde relève des entreprises et non des élus des peuples...

Or, si les avis des grands acteurs économiques sont indispensables, car ils ont la connaissance et la compétence, les décisions relèvent des seuls Chefs d'Etats.

### POINTS DE VUE

[IDÉES](#) [POINTS DE VUE](#)

de Klaus Schwab

# Votre mission sera de réorganiser le monde

Par [Les Echos](#) | 20/01/2014 | 06:00

### [Télécharger le PDF](#)

Seattle, Prague, Gênes, Melbourne. Il y a dix ans, ces villes étaient le théâtre de violentes manifestations, toutes dirigées contre un ennemi nébuleux : la globalisation. Qu'il s'agisse de l'OMC, du FMI, de la Banque mondiale ou encore de notre propre World Economic Forum, les organisations visées étaient de haut niveau. Au cours de ces réunions, si la condamnation de la violence était unanime, **les opinions exprimées à l'égard des griefs formulés par les manifestants l'étaient moins.**

Si chacun comprenait que nous étions face à un monde en devenir, de plus en plus interconnecté, **l'on sentait bien qu'il serait également plus inégalitaire et plus instable. Et personne n'était vraiment au clair sur la façon de répondre à cette double évolution.** En conséquence, le type de gouvernance réclamé par cette nouvelle complexité du monde est resté une question largement éludée. Nous payons aujourd'hui le prix de cette indécision et de cette désunion. Ces dernières années, nos réunions de Davos ont souvent été dominées par les crises en lien avec la globalisation.

Qu'il s'agisse de la crise financière mondiale, des révolutions arabes ou du risque de disparition de l'euro, les leaders du monde arrivaient au Forum avec un agenda prioritaire et un mode de réponse censé être adapté aux problèmes du moment.

Aujourd'hui, la situation est différente. Le conflit au Moyen-Orient, celui qui menace dans la mer de Chine, l'attitude de la Fed quant au calendrier fixé pour la sortie progressive de sa politique monétaire accommodante ou encore la poudrière que représentent les 75 millions de jeunes sans emploi dans le monde sont autant de risques de déflagration à court terme et tout indique que ce type de menace ne fait que croître.

**J'estime que cette situation est le résultat d'un échec collectif face à la façon de gérer les conséquences de la mondialisation.** Un échec qui s'est construit pas à pas au cours des dizaines d'années qui viennent de s'écouler. **Au fond, le message délivré par les militants antimondialisation au tournant du siècle dernier était juste.** Notre système international de gouvernance n'est plus adapté face à un monde qui change à une allure si rapide. Il est à l'évidence inadapté face à la complexité des bouleversements qui sont à l'oeuvre.

Depuis la fin du siècle dernier, la mondialisation a aidé des centaines de millions d'êtres humains à sortir de la pauvreté. Durant la même période, la plupart de ces personnes sont devenues des consommateurs de l'économie globale, se regroupant dans de nouvelles zones urbaines avec un besoin toujours croissant d'infrastructures et de ressources. Un véritable défi lancé à nos capacités logistiques et managériales.

Les émissions de gaz à effet de serre ont poursuivi de façon ininterrompue la trajectoire ascendante, alors que, dans le même temps, les efforts de la communauté internationale pour répondre à cette terrible tragédie se sont soldés par des échecs. **Les marchés financiers** ont montré à quel point les risques mal identifiés qu'ils recèlent et l'absence de réponse coordonnée à ces dangers potentiels ont un impact catastrophique pour l'ensemble du monde.

Dans le même temps, la formidable accélération de la technologie est en passe de changer tout ce qui touche à notre vie quotidienne. La façon dont les Etats ou les entreprises utilisent ces nouvelles technologies change aussi radicalement notre conception même de la vie privée. Chacun de ces exemples montre clairement la double nature de notre monde moderne, sa face brillante comme sa face sombre.

L'absence de crise immédiate à gérer doit conduire les dirigeants participant cette semaine au Forum de Davos à s'interroger sur le long terme. Le thème de notre réunion, la réorganisation du monde, doit les aider à prendre la mesure des révolutions à l'œuvre et à trouver les réponses aux tremblements de terre qui nous attendent. Il est temps de dépasser la question des risques à court terme. Notre rôle est de faire en sorte que, dans les années qui viennent, les opportunités offertes par la mondialisation continuent à l'emporter sur les risques qu'elle représente.

**Klaus Schwab**

*Klaus Schwab est fondateur et président exécutif du World Economic Forum*

## ANNEXE 2

AVERTISSEMENT : Il est probable que la situation s'est aggravée depuis 2002, c'est-à-dire depuis 13 ans ...

de la capitale toscane

Figaro 9 - 10 Novembre 02

# Le forum de Davos constate le discrédit des gouvernants

Genève :  
de notre correspondant  
Laurent Mossu

Les institutions démocratiques ont perdu la confiance de deux citoyens sur trois. Ils sont encore deux tiers à affirmer que les Etats ne sont en aucune façon gouvernés selon la volonté du peuple. Les résultats d'un sondage à grande échelle effectué pour le World Economic Forum (WEF), les initiateurs du célèbre symposium de Davos, ont de quoi inquiéter.

Ils témoignent d'un terrible désenchantement face au monde politique et aux milieux des affaires. Les récents scandales, financiers et autres, ont profondément altéré les relations entre la population et leurs dirigeants. Les grandes compagnies internationales sont jetées dans le même sac. Désormais on doute de leur sincérité et des objectifs affichés. La confiance a fait place à une méfiance extrême qu'il sera difficile de surmonter.

Ce fossé largement creusé constitue le grand défi de l'année 2003, explique le professeur Klaus Schwab, président fondateur du WEF. Jamais au cours des trente dernières années le problème ne s'était posé avec une telle acuité. La cassure entre la

société et les institutions censées organiser la vie est telle qu'il faudra un effort considérable et de longue haleine pour rétablir les choses.

C'est l'institut Gallup qui a mené l'enquête pour le compte du WEF. 36 000 personnes ont été interrogées de juillet à septembre 2002. Les interviews se sont déroulées lors de contacts conduits face à face ou au téléphone. La méthodologie retenue fait dire que les avis exprimés représentent au bas mot ceux de 1,4 milliard de citoyens. Ils ont été appelés à dire ce qu'ils pensaient de l'action de 17 institutions.

Ne trouvent grâce aux yeux des sondés que l'Organisation des Nations unies et... les forces armées. S'agissant des ces dernières, Gallup estime que les actes de terrorisme commis aux quatre coins du globe et les guérillas en cours expliquent en grande partie cette réaction positive. Les organisations non gouvernementales, notamment celles travaillant dans l'environnement et le social, tirent en partie leur épingle du jeu. De même que les églises et les institutions religieuses.

Tout le reste, à peu de chose près, est jeté aux orties. Les gouvernements, les Parlements, les syndicats, les médias, le système juridique, éducatif, le Fonds monétaire, l'Organisation mondiale du

commerce, les transnationales, sont balayés. Les critiques sont sans appel et ne laissent place que très rarement à la nuance. Quelques voix s'élèvent pour défendre le FMI et surtout l'OMC, 44 % des personnes interrogées vantent son utilité et son travail - qui finalement sauvent les meubles.

Ces sévères jugements sont d'autant plus graves qu'il n'existe pratiquement plus aucun relais crédible pour faire passer de nouveaux messages et redresser la barre.

Un examen attentif de l'étude montre que la sévérité à l'encontre des gouvernements est particulièrement forte. Ils sont accusés par une large majorité (66 %) de travailler contre la volonté des citoyens. Il ne se trouve que 29 % des sondés pour leur rendre hommage.

Le Parlement est l'institution la plus discréditée. Plus de la moitié des sondés expriment un avis négatif. C'est au Moyen-Orient et en Asie Pacifique que la critique est la plus dure avec des rejets de l'ordre de 82 et 63 %. Les responsables du World Economic Forum estiment qu'une action collective est nécessaire pour rétablir dans les meilleurs délais les ponts entre les citoyens et les organes appelés à gérer et faire avancer la société.

## ANNEXE 3

### Prédictions de Robert Reich (mondialisation) et Jacques Attali (nouvelles technologies)

« Depuis 20 ans, l'entreprise, pour gagner, fait perdre la société ». Tel était le constat terrifiant dressé par le Centre des Jeunes dirigeants, dans son livre « l'entreprise au XXI<sup>ème</sup> siècle » (1996).

De fait, depuis une quarantaine d'années, les entreprises industrielles occidentales subissent un bouleversement sans précédent dans leur histoire, qui les conduit souvent à abandonner les perdants du système au bord de la route, sans pouvoir leur proposer de réelles solutions.

#### LA MONDIALISATION.

Robert Reich, Ministre du Travail sous la première administration Clinton, est l'un des premiers à avoir expliqué ce phénomène, dans un ouvrage dénommé : « L'économie mondialisée »<sup>1</sup>.

Observant la disparition régulière des entreprises industrielles géantes des années 50 à 70, et leur remplacement progressif par de vastes réseaux interdépendants, il prévoyait que le monde du travail allait se diviser en trois grandes catégories :

1 – En haut de l'échelle, ceux qu'il caractérisait comme **étant les découvreurs de problèmes, les résolveurs de problèmes, et les courtiers** capables de les mettre en relation. Il les dénommait : « les manipulateurs de symboles ». Selon Robert Reich, seule, cette première catégorie avait l'avenir devant elle, étant capable d'imaginer les nouveaux couples « produits-services » qui seraient ensuite diffusés partout sur la planète.

2 – Ensuite, les **employés aux services aux personnes** (hôpitaux, restaurants, caissiers, infirmières, coiffeurs etc) protégés des effets directs de la mondialisation, mais pas de ses effets indirects,

3 – Enfin, les **travailleurs routiniers**, dont les emplois allaient inéluctablement se délocaliser dans les régions où la production est moins coûteuse, (Asie l'Afrique du nord etc).

Par prolongement des courbes de l'époque, Robert Reich estimait qu'un cinquième de la population américaine -les manipulateurs de symboles- se partagerait en 2020 60% de tous les revenus américains, et le cinquième inférieur moins de 2%. **Nous y serons probablement en 2020 si nous ne changeons pas de trajectoire.**

#### LES NOUVELLES TECHNOLOGIES.

Le phénomène décrit par Robert Reich n'est pas dû uniquement à la mondialisation. Il concerne également les nouvelles technologies.

Lors de la troisième séance des « entretiens du XXI<sup>ème</sup> siècle », à l'UNESCO, le 6 avril 1998, en présence de Boutros Boutros-Ghali<sup>2</sup>, Jacques Attali avait montré que la technologie pousserait à la

---

<sup>1</sup> *L'économie mondialisée*, Dunod, Paris. Traduit de l'anglais par Daniel Temam en 1993.

<sup>2</sup> A l'époque secrétaire général de l'ONU

naissance de trois groupes sociaux, tant à l'intérieur de chaque pays qu'à l'échelle planétaire. Ainsi, il imaginait :

**Premièrement, l'hyperclasse**, un groupe composé de plusieurs dizaines de millions de personnes qui disposeront de tous les moyens de la connexité et de la création, qui créeront, qui manipuleront les informations, qui seront des nomades volontaires, et qui seront dans une situation d'individualisme exacerbé.

**Deuxièmement, les nomades de misère**, au bas de l'échelle, subissant les technologies et qui seront obligés de bouger pour trouver du travail ou pour survivre. Un groupe d'environ un milliard d'individus.

**Troisièmement tout le reste, une gigantesque classe moyenne**, vivant dans l'espérance factice de rejoindre l'hyperclasse et dans la peur réelle de basculer dans le nomadisme planétaire. Cette classe moyenne vivra dans le spectacle donné par les nouveaux moyens de communication. La distraction sous toutes ses formes, - jeux, loisirs, fêtes, sports, religions (au sens de la multiplication des sectes), cinéma, voyages dans l'espace, - deviendra absolument vitale pour maintenir l'ordre social. Spectacles et distractions vont devenir plus que jamais des industries majeures, car si la réversibilité et la précarité deviennent la règle, il faudra le faire oublier.

**On ne peut s'empêcher de penser aux prédictions de Reich et Attali quand on voit l'état des sociétés dans le monde aujourd'hui, et les choix de certains programmes télévisés en France.**

La division des sociétés en trois catégories n'est pas choquante sur le principe, sachant que la réalité est infiniment plus complexe, (et les résumés ci-dessus infiniment simplifiés...). Ce qui est scandaleux, c'est d'entendre qu'une gigantesque classe moyenne, vivra dans l'espérance factice de rejoindre l'hyperclasse **et dans la peur bien réelle de basculer dans le nomadisme planétaire, dans la peur permanente de tomber...** Pire encore, c'est le fait de savoir que les nomades de la misère ont fort peu de chances d'accéder à la classe moyenne. C'est finalement accepter de penser que l'ascenseur social n'a plus sa place dans ce nouveau paysage.

Les scénarios décrits par Robert Reich et Jacques Attali, ressemblent à une sorte d'apartheid entre riches, pauvres et classes moyennes. Peut-on se présenter à une présidentielle sans esquisser des solutions pour y remédier ? Si la mondialisation et les progrès scientifiques doivent aggraver les inégalités et la pauvreté, et rejeter de plus en plus de citoyens au bord du chemin, c'est parce qu'il existe un dysfonctionnement quelque part. C'est ce dysfonctionnement qu'il convient de supprimer. Le progrès et l'élargissement des marchés doivent profiter à tous.

## ANNEXE 4

### L'explosion du chômage mondial.

I – Extrait d'un article paru sous la signature de Jean-Marc Vittori, dans Les Echos du 19 février 2012.

« ...Mesdames et messieurs les employeurs, au boulot ! **Votre feuille de route est simple : vous allez devoir embaucher 600 millions d'hommes et de femmes.** Cela n'est pas un gag. C'est la première phrase du rapport annuel sur les tendances de l'emploi publié à la fin du mois dernier par la très sérieuse Organisation internationale du travail : « *Le monde affronte le défi de la création de 600 millions d'emplois dans la prochaine décennie.* » **Les chiffres sont aussi simples que colossaux. La planète compte 3 milliards d'emplois. Le nombre d'actifs va progresser de 400 millions en dix ans. Et il y a 200 millions de chômeurs. Il faudra donc créer ces fameux 600 millions d'emplois.**

Le problème, c'est que personne ne sait où seront créés tous ces postes de travail. La machine à emplois est, sinon cassée, du moins sérieusement grippée. Parmi les grands pays développés, les seuls qui parviennent à contenir le chômage sont ceux où la population diminue : le Japon et l'Allemagne.

Les Etats-Unis ont certes affiché récemment de bons chiffres, mais le nombre d'emplois y est encore inférieur de 6 millions à ce qu'il était il y a quatre ans. Les pays émergents recrutent davantage mais près de 1 milliard d'actifs y vivent avec moins de 2 dollars par jour. Il faut donc non seulement des centaines de millions d'emplois supplémentaires, mais des centaines de millions d'emplois mieux payés. Il risque fort de ne pas y en avoir assez. A Davos, davantage réputé pour être un club de riches qu'un cénacle de philanthropes, la question revenait cette année en boucle. Bien au-delà de la « reprise sans emplois » subie par l'Amérique au début des années 2000 ou de la « croissance sans emplois » fabriquée par la France des années 1980. »....

## ANNEXE 5

### Les 10 défis relevés à Davos en 2015

A Davos, on ne pavoise plus comme dans les années 80. Voici, dans l'ordre, les 10 défis à relever selon la dernière enquête annuelle effectuée par les organisateurs du forum mondial de Davos auprès d'un panel de 1 800 experts du monde entier. (Sans oublier la chronique de Klaus Schwab de janvier 2014, reproduite en annexe 1)

1. **Augmentation des inégalités de revenus**
2. **Croissance constante du chômage**
3. Manque de leadership
4. Augmentation de la concurrence géostratégique
5. Affaiblissement de la démocratie représentative
6. Augmentation de la pollution dans le monde en voie de développement
7. Augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes
8. Intensification du nationalisme
9. Augmentation de la pénurie en eau
10. Importance accrue de la santé pour l'économie

Sans que la liste soit exhaustive, le Comité Pauvreté et Politique estime qu'il faut ajouter à ce tableau :

- la banalisation de la pauvreté qui fait maintenant partie du paysage,
- l'immense difficulté pour les parents et l'école à transmettre des savoirs et des repères (du reste, quels repères ?),
- **la corruption** qui prend des proportions dangereuses partout sur la planète dont la France,
- l'attitude étonnante des électeurs qui réalisent allègrement des Hommes politiques corrompus, et le phénomène d'abstention lors des rendez-vous électoraux
- l'absence de définition **des biens communs aux Hommes** et le désintérêt politique sur ce sujet, alors que c'est un point clé pour l'avenir,
- l'individualisme parfois élevé au rang de vertu, au nom de la performance individuelle
- La déliquescence complète des partis politiques dont leurs responsables admettent qu'ils sont pour la plupart au bord de l'implosion